



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Représentation permanente
auprès des Nations unies à Genève

20^{ième} session du Conseil des droits de l'homme

Dialogue avec le Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté

Intervention de S.E. Monsieur Jean Feyder, Ambassadeur du Luxembourg

(21 juin 2012)

Madame la Présidente,

Le Luxembourg se rallie à la déclaration faite par l'UE.

Il remercie Madame Sepulveda de son rapport. Il la félicite de la méthode de travail intégrée qu'elle a suivie.

Dans son rapport sur chacun des cinq pays visités, Mme Sepulveda a réservé un chapitre à la sécurité sociale qui joue un rôle crucial dans la lutte contre l'extrême pauvreté. A cet égard, le Luxembourg voudrait attirer l'attention sur le fait que la semaine passée, la Conférence Internationale du Travail a adopté, à la quasi-unanimité, une Recommandation sur les socles nationaux de protection sociale élaborée par une Commission que le Luxembourg a eu l'honneur de présider.

La recommandation invite tous les Etats membres, en fonction de leur situation nationale, à établir aussi vite que possible et à maintenir leurs socles de protection sociale. Elle dispose que ces socles sont "des ensembles de garanties élémentaires de sécurité sociale définis à l'échelle nationale qui assurent une protection visant à prévenir ou à réduire la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale". Les socles nationaux de protection sociale garantissent aux individus un accès aux soins de santé essentiels, en particulier en cas de maternité. Ils assurent également une sécurité élémentaire

de revenu pour les enfants, ce qui signifie un accès à l'alimentation, à l'éducation, aux soins et aux autres biens et services nécessaires pour permettre aux enfants de grandir dans des conditions décentes.

Le temps est venu de donner un visage à l'extrême pauvreté. Qui sont ces personnes ? 80% de celles souffrant de faim et 75 % de celles qui sont dans l'extrême pauvreté vivent en milieu rural et sont avant tout des petits paysans, des paysans sans terre, des éleveurs nomades et des pêcheurs.

Ce sont surtout les femmes paysannes qui sont affectées par ce fléau et qui subissent toute une série de discriminations et de violations de leurs droits parce qu'elles sont des femmes, qu'il s'agisse de l'accès au crédit, de l'accès à la terre ou des droits de succession.

Compte tenu de ce qui précède, le Luxembourg souhaite que le Conseil des droits de l'homme reprenne l'examen du rapport concernant la promotion des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales que le Conseil consultatif lui a présenté à la session de mars dernier. Il serait en faveur de créer un mécanisme approprié le cas échéant sous forme d'un groupe de travail pour examiner sérieusement ce rapport et les propositions qu'il comprend.

Pour terminer une question à Mme Sepulveda. Selon la Banque mondiale, la réalisation d'ici 2015 de l'objectif du Millénaire no 1 serait à notre portée, car le nombre des personnes vivant dans l'extrême pauvreté a pu être réduit de manière significative au cours des dernières années. Il paraît que ceci est dû essentiellement aux progrès obtenus par un certain nombre de pays de l'Asie de l'Est. Si tel est le cas, seriez-vous disposée dans un futur rapport à nous faire connaître les leçons à apprendre de ces expériences et à nous montrer les politiques qui ont conduit à ces progrès ?

Je vous remercie.